

Priorités de la diplomatie Japonaise

à la veille du sommet G7 d'Ise-Shima et de la TICAD VI

I. Introduction

Je voudrais tout d'abord vous remercier tous de m'avoir donné l'occasion de faire cette conférence devant les stagiaires de l'IDRI. L'année 2016 est une année spéciale pour la diplomatie japonaise. Le Japon est devenu pays membre non-permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU en janvier 2016. Et le Japon tiendra le sommet G7 à Ise-Shima au mois de mai et organisera la 6^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) au mois d'août au Kenya. C'est ainsi que je voudrais vous parler quelques questions prioritaires de la diplomatie japonaise, qui sont abordées lors du sommet G7 à Ise-Shima et de la TICAD VI. L'on suppose que les Ambassadeurs doivent parler toujours des belles choses sur leurs pays, mais aujourd'hui je voudrais être le plus franc et le plus objectif possible pour vous parler de bonnes choses mais aussi de mauvaises choses sur le Japon.

II. Sommet G7 à Ise-Shima

1. Premièrement, le Sommet G7 se tiendra les 26 et 27 mai 2016 à Ise-Shima qui se trouve au centre du Japon. Cela fait 8 ans depuis que le Japon avait organisé le Sommet G8 à Toyako, Hokkaido. Ise-shima est une ville historique en présence du sanctuaire shinto d'Ise qui a plus de 2,000 ans d'histoire, dotée d'une belle nature, de la mer fertile, des îles et des baies. Dans quelques jours ce mois, nous ouvrons la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 à Hiroshima pour préparer le Sommet et il y aura de plus, des réunions des ministres de Finance et d'autres réunions qui se suivront au courant de cette année.
2. Le Sommet G7 a commencé en 1975 afin de faire face à la crise

économique mondiale dûe au choc pétrolier. Les questions économiques sont donc toujours des thèmes principaux, mais aujourd'hui on discute également sur les questions globales telles que la question politique y compris la lutte contre le terrorisme, la sécurité, le changement climatique, les mesures contre les maladies infectieuses. Après la croissance rapide des économies émergentes, les questions économiques telles que le système financier sont aussi discutées au sein du Sommet G20, mais le Sommet G7 reste une réunion importante pour la coordination politique sur des sujets plus vastes comme les questions politiques et globales parmi les dirigeants des pays qui partagent les valeurs fondamentales telles que la liberté, la démocratie, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme.

3. Lors du Sommet à Ise-Shima, les dirigeants vont échanger leurs opinions en toute franchise, et plusieurs documents ou déclarations seront publiés à la suite des réunions. Je voudrais vous partager quelques points auxquels le gouvernement japonais accorde de l'importance dans les sujets principaux de ce Sommet.

(1) D'abord l'économie mondiale est un thème important pour tous. Elle devient de plus en plus opaque par le ralentissement des économies émergentes, la baisse du prix pétrolier, la diminution du commerce mondiale. En tant que pays président, le Japon souhaite que G7, les pays les plus industrialisés enverraient un message positif pour que l'économie mondiale puisse maintenir la croissance et aussi faire face mieux au risque qu'il peut y avoir. En fait la diplomatie économique est un des piliers de notre politique étrangère. Le Japon voudrait contribuer au développement économique mondial à travers la réactivation de l'économie japonaise. Concernant notre économie, grâce au lancement d'ABENOMICS à la fin 2012, le yen a baissé, les cours des actions ont monté, les profits des entreprises et la situation des emplois sont améliorés et l'économie japonaise continue de se

rétablir doucement. Mais il n'arrive pas encore à la phase de la réactivation de consommation et d'investissement pour dire qu'il y a un bon cycle économique. Le gouvernement japonais doit donc continuer à faire des efforts pour renforcer la compétitivité et relancer l'économie en mettant en oeuvre la stratégie de revitalization du Japon. Dans la stratégie de croissance, le Japon attache l'importance de promouvoir les partenariats économiques avec d'autres pays. Des partenariats économiques peuvent être des moteurs du développement du commerce et de l'investissement, et c'est aussi important pour le Japon qui commence à connaître une diminution démographique. Nous avons conclu 15 accords de libre-échange (FTA) et avons signé l'accord de partenariat transpacifique cette année entre les pays de l'Océan pacifique y compris les Etats-Unis. Nous sommes en cours de discussion afin de conclure l'accord de partenariat économique avec l'Union Européenne et de progresser les partenariats économiques avec L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Chine et la Corée du Sud. Notre objective est d'élever le taux de couverture de FTA à 70 % en 2018, qui est actuellement 22.3 %. Le Japon soutient aussi le développement de la coopération économique régionale dans le continent africain.

- (2) Concernant les questions politiques et diplomatiques, il est prévu que les chefs d'Etat et du gouvernement discutent, avec franchise, sur des différentes questions d'actualité telles que la lutte contre le terrorisme, la situation du Moyen-Orient, les problèmes des réfugiés, la situation d'Ukraine et également la situation de l'Asie Pacifique. Je dois dire que l'environnement sécuritaire qui entoure le Japon est confronté à une réalité difficile par les problèmes de développement d'arme nucléaire et de lancement de missile par la Corée du Nord et par l'augmentation de tension entre les pays de cette région. Cependant, le Japon pense que le droit de la liberté de navigation maritime et aérien en haute mer doivent être

observés et tous les problèmes doivent être résolus de manière pacifique et diplomatique conformément au droit international en refusant toutes les tentatives de changer le statut quo par la force.

Sur ce point, l'année dernière qui est la 70^{ème} anniversaire de la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le Premier Ministre ABE a fait valoir dans sa déclaration que le Japon est résolu à continuer à prendre le chemin en tant que nation pacifique et contribuerait plus activement à la paix et à la stabilité mondiales. Le gouvernement ABE a mis en place une politique pour la contribution proactive à la paix en envisageant une coopération avec la société internationale et la nouvelle législation pour la paix et la sécurité est entrée en vigueur. Les forces d'Auto-Défense japonaise participent actuellement aux opérations du maintien de la paix au Soudan de Sud et aux Mesures Anti-Piraterie au large des côtes de la Somalie, mais grâce à cette nouvelle législation, le Japon pourra dorénavant participer et contribuer plus efficacement aux activités des Nations Unies et à d'autres activités organisées dans le cadre de la coopération internationale pour la paix et à la stabilité mondiales. Le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont aussi un thème important pour le Japon. A cet égard, je voudrais saluer l'Ambassadrice Taous Feroukhi pour son rôle de présidente de la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015. Malgré nos efforts conjoints l'antagonisme s'aggrave aujourd'hui entre les Etats dotés d'armes nucléaires et ceux non dotés. Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères G7 à Hiroshima, le ministre japonais des Affaires étrangères, M. KISHIDA qui est originaire de Hiroshima, voudrait envoyer un fort message pour avancer le dossier vers « un monde sans armes nucléaires » depuis cette ville atomisée.

- (3) Le changement climatique, l'énergie et le développement sont des agendas traditionnels auxquels le Japon accorde de

l'importance. L'« agenda 2030 et les objectifs de développement durable » a été adopté au sein de l'ONU en septembre 2015 et « l'accord de Paris », qui crée un nouveau cadre international pour le changement climatique depuis le Protocole de Kyoto, a été adopté en décembre dernier à la COP21. Le Sommet G7 de cette année sera la première conférence à ce niveau où les chefs d'Etat et des gouvernements vont discuter des suites de ces deux accords internationaux. Concernant le changement climatique, lors de la COP21, le Premier Ministre M. ABE a présenté les nouvelles mesures du gouvernement japonais, 1,3 billion de yen (environ 11 milliard de dollars) jusqu'en 2020 ce qui constitue une part importante de cent milliard de dollars, objective de l'assistance financière pour des pays en voie de développement en 2020. Sous la base des résultats de la COP21, les dirigeants du G7 ouvriront les discussions afin de mettre en oeuvre les engagements de la société internationale vers une société plus durable avec moins d'émissions de gaz à effet de serre. Concernant le développement, je voudrais l'aborder lorsque je parlerai sur la TICAD VI.

(4) En plus de ces agendas traditionnels, le Japon voudrait également mettre l'accent lors du Sommet G7 sur les trois thèmes que le Japon a abordé de front, à savoir la promotion du rôle des femmes, de l'infrastructure de haute qualité et de la santé mondiale.

(i) D'abord, la promotion du rôle des femmes. C'est un thème universel, auquel tous les pays y compris les pays africains s'attaquent ardemment. C'est aussi un thème prioritaire du Japon, avec le slogan : « un monde où les femmes peuvent briller ». Le Japon organise depuis 2014, World Assembly for Women in Tokyo: WAW!, ce que signifie l'Assemblée Mondiale pour les Femmes à Tokyo et nous invitons plusieurs dirigeantes mondiales pour discuter sur plusieurs tâches qui entourent les

femmes. Nous souhaitons promouvoir les activités des femmes dans tous les domaines en traitant des sujets sur le développement des capacités des femmes, l'éducation, y compris dans le domaine de science naturelle et la technologie. Ce thème est aussi un des piliers de la stratégie de croissance du Japon.

- (ii) Ensuite, Le Japon propulse depuis longtemps « les investissements d'infrastructure de haute qualité » dans le monde entier. C'est un moyen nécessaire pour promouvoir le développement durable des pays au moyen et à long terme. On dit que l'écart d'offre et de demande de l'investissement d'infrastructure au monde remonte de plus d'un billion de dollar par an. En mai 2015, le Premier Ministre ABE a présenté « le partenariat pour des infrastructures de qualité » et dans le Sommet G7, nous voudrions prendre l'initiative pour sensibiliser la communauté internationale sur ce sujet. Je le parlerai plus tard dans le contexte africain.

- (iii) Et enfin la santé mondiale : c'est le thème lié directement à la sécurité humaine dont le Japon est promoteur au sein du forum international comme les Nations Unies. Déjà lors du Sommet G8 à Kyushu-Okinawa en 2000, les mesures contre les maladies infectieuses étaient un sujet principal et c'était deux ans plus tard que le « Fond mondial » avait été créé. J'étais d'ailleurs un membre de conseil d'administration (board member) de ce fond lorsque j'étais à Tokyo. L'Accord sur l'engagement inclusif de renforcer le système de santé y compris les mesures contre les maladies infectieuses et la santé maternelle et infantile avait été également adopté lors du Sommet G8 de Toyako en 2008. Nous allons discuter lors du Sommet G7 d'Ise-Shima sur les services de santé à travers le parcours de vie de la santé maternelle et infantile jusqu'au vieillissement afin de promouvoir la

couverture santé universelle.

III. TICAD VI

1. Je voudrais maintenant parler de la TICAD VI.

La TICAD est un lieu de rencontres de haut niveau lancées par le Japon en 1993 et dédiées à la question du développement de l'Afrique. Cette initiative japonaise, co-organisée par les Nations Unies, la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine (CUA), réunit l'ensemble des dirigeants africains ainsi que les représentants des organismes internationaux, des pays donateurs et des organisations de la société civile. Organisée une fois tous les cinq ans au Japon jusqu'à sa 5^{ème} édition, la TICAD est devenue depuis cette année une rencontre triennale et se tiendra alternativement dans un pays africain et au Japon. Et la TICAD VI se tiendra les 27 et 28 août 2016 au Kenya.

Si on jete un regard sur le passé de la TICAD, les pays développés occidentaux avaient baissé l'intérêt au développement de l'Afrique après la fin de la Guerre Froide. Il y avait un phénomène appelé « fatigue de l'aide » à cette époque. Mais le Japon avait continué de souligner l'importance de l'Afrique, comme le prouve la mise en place de la TICAD I en 1993. Plusieurs pays organisent désormais de divers forums dédiés à l'Afrique, mais on peut dire que l'initiative japonaise de lancer la TICAD était la toute première du genre. Depuis le lancement de ce processus, à travers l'aide publique au développement (APD) sous la forme de la coopération financière non remboursable et la coopération technique, il a enregistré des résultats tangibles en faveur d'une amélioration de la situation économique et sociale en Afrique. Et ces dernières années, avec la croissance économique de chaque pays africain, la promotion du commerce et de l'investissement est devenu un agenda principal de la TICAD. Plusieurs entreprises japonaises s'y intéressent.

2. Alors quelles sont les spécificités de la TICAD ?

(1) Premièrement, c'est un forum ouvert à tous. La TICAD n'est

pas seulement réservée aux pays africains, mais aussi aux organisations internationales impliquées dans le développement, les pays partenaires, le secteur privé, et la société civile. C'est un cadre qui permet aux participants de discuter des innovations en matière de développement de l'Afrique.

La dernière réunion, qui a eu lieu à Yokohama en 2013 a enregistré la participation de 4,500 participants dont 51 pays africains, y compris 39 chefs de l'Etat et du gouvernement).

(2) Ensuite, dans la TICAD, le Gouvernement japonais a mis l'accent sur l'importance de l'appropriation (ownership) des pays africains et du partenariat (partnership) avec la communauté internationale dans le développement de l'Afrique. Cette philosophie de développement est partagée dans la communauté internationale et a pénétrée dans les pays africains, ce qui a permis la mise en place du "Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)", premier projet global du développement « 100 % africain ».

(3) Troisièmement, dans le processus de la TICAD, nous avons établi un mécanisme de suivi pour vérifier la réalisation effective des engagements par ce mécanisme. Lors de la TICAD IV à Yokohama en 2008, le Japon a annoncé le doublement de son APD et l'investissement à l'égard de l'Afrique en 5 ans, auquel j'ai été concerné personnellement en tant que conseiller de secrétariat du Cabinet. Cette promesse a été bien tenue en 2012. Il y a bien souvent des engagements annoncés lors des réunions qui ne sont pas suivis et oubliés après la fin de ces réunions. Mais le Japon tient sa promesse. L'engagement du Japon lors de la dernière TICAD, une aide de 32 milliards USD dont 14 milliards USD d'APD en 5 ans à partir de 2013 est en bonne voie de réalisation, grâce au mécanisme de suivi.

3. Ici, je souhaiterais évoquer l'esprit de la coopération japonaise en faveur du développement de l'Afrique.

(1) La première est la croissance de qualité. Pour répondre aux défis du développement africain, il est essentiel de réaliser une croissance économique stable et équilibrée dont les bienfaits puissent bénéficier à toutes les couches de la société, y compris les plus défavorisés. Cette idée de croissance équilibrée et stable devient de l'expérience acquise par le Japon lui-même après la restauration de Meiji et aussi de celle des pays d'Asie que le Japon a soutenu après la guerre. Le Japon a soutenu à développer des infrastructures de base par le programme de l'APD et a conduit à l'expansion du commerce et de l'investissement ce qui a produit la croissance, la création d'emplois et une meilleure vie. Cette expérience dans les pays asiatiques pourrait être parfaitement appliquée dans les pays africains.

(2) Deuxièmement, la sécurité humaine dont j'ai parlé tout à l'heure dans le thème de la santé du G7 est un concept qui peut être bien appliqué sur le sol africain. « L'Agenda 2030 pour le développement durable » donne également une place centrale à la personne, en prônant « une approche centrée sur les personnes » et de « ne laisser personne derrière ». La sécurité humaine est une approche axée sur les individus et visant à faire progresser la construction de la nation (nation building) et le développement des sociétés, à travers la protection des personnes et le renforcement de leurs capacités en leur permettant de vivre dans la dignité, à l'abri de la peur et du besoin. Le renforcement des capacités de chaque Africain et la promotion d'une participation active à la construction de la nation et au développement de la société aident grandement l'Afrique à maintenir une croissance autonome.

4. Il est encore trop tôt de prévoir le résultat de la TICAD VI, mais le processus préparatoire est en bonne voie, nous avons eu la réunion des hauts-fonctionnaires (SOM) au mois de mars à Djibouti à laquelle le Directeur Général Afrique M. Mimouni du Ministère des Affaires étrangères de l'Algérie a participé et nous aurons la réunion

ministérielle préparatoire en Gambie au mois de juin. Depuis 2013, nous constatons sur le continent africain une évolution positive, comme les progrès économiques et sociaux, l'approfondissement de l'intégration régionale et l'adoption de l'Agenda 2063. En dépit de ces progrès continus, trois principaux défis émergents influent sur le développement de l'Afrique.

Premièrement, la pression sur les recettes fiscales de nombreux pays exercé par la baisse internationale des prix des produits de base est une source de préoccupation. Deuxièmement, l'épidémie d'Ebola, dont les impacts sociaux et économiques sont sans précédent, illustre la vulnérabilité des systèmes de santé en Afrique. Troisièmement, la vague croissante de radicalisation de conflits violents menace la cohésion sociale, détruit les moyens de subsistance et exacerbe les vulnérabilités.

Dans cette situation actuelle, au cours de la prochaine TICAD VI, nous espérons que l'on puisse discuter sur les bonnes solutions aux défis que nous rencontrons, soit la diversification de l'économie et l'industrialisation, le renforcement des systèmes de santé, ainsi que la stabilité sociale tel que l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et au renforcement des capacités, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Finalement, je voudrais ajouter dans le processus de la TICAD, que les entreprises japonaises a contribué et contribuera au développement de l'Afrique par le haut niveau technologique, la qualité de leurs produits et la culture de « la formation des personnels ». Par exemple, grâce à leur collaboration, les aéroports d'une dizaine de pays africains ont été équipés, ces dernières années dans le cadre de la lutte contre les épidémies, des mêmes appareils thermiques qui sont installés dans les aéroports japonais. En Algérie, le projet de l'énergie solaire au Sahara (SSB) et l'étude des plans de développement des infrastructures pour la promotion des investissements japonais sont en cours de développement par la JICA. Je souhaiterais voir dans l'avenir des infrastructure de qualité

avec la participation des entreprises japonaises en Algérie.

Le développement des ressources humaines aussi constitue le fondement de la diplomatie japonaise sur ce continent. A cet égard, dans le cadre de l'Initiative ABE (initiative d'éducation dans le secteur des affaires en faveur des jeunes Africains), qui offre un programme de master et des stages aux entreprises japonaises pour 1,000 personnes en 5 ans, 4 jeunes Algériens ont été envoyés au Japon l'année dernière pour bénéficier de ce programme. Il y aura plus nombreux jeunes algériens qui partiront au Japon cette année.

IV. Avant de conclure, je voudrais vous dire quelques mots sur la situation actuelle de Tohoku du Japon. 5 ans sont passés depuis le grand séisme du 11 mars 2011 de l'Est du Japon, Tohoku. J'aimerais exprimer tous nos remerciements à tous qui ont montré leur solidarité et ont fourni des soutiens aux peuples japonais. Je voudrais également témoigner ma gratitude au gouvernement et aux peuples algériens qui nous ont envoyé des messages sincères et une contribution financière qui s'élève à cent mille dollars pour les sinistrés. La reconstruction des régions sinistrées est encore à mi-chemin, mais sous l'idée de « reconstruire mieux (build back better) », elle avance dans la bonne voie. Le nombre des réfugiés a baissé de 470 mille personnes jusqu'au moins de 180 mille personnes. Et le rétablissement d'infrastructure tel que les bâtiments, les routes, les ports et les chemins de fer est presque achevé. La reconstruction de la préfecture de Fukushima qui a subi le désastre nucléaire va prendre encore du temps, mais le rétablissement avance constamment. Le « cadre d'action de Sendai » a été adopté en mars 2015, à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai. Et l'année dernière, par la proposition du gouvernement japonais, le 5 novembre est devenu la « Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis ». Je souhaiterais fortement que le Japon puisse partager à tous les pays y compris l'Algérie, ses

connaissances et techniques pour mieux préparer et être plus résilient contre des catastrophes naturelles sur la scène internationale. Je vous souhaite donc, que le plus nombreux, nos amis algériens, visiteraient le Japon, en particulier le Tohoku, pour constater la reconstruction et apprécier la culture riche de cette région.

J'ai fait un tour d'horizon rapide de la priorités de la diplomatie japonaise. Pour conclure, l'année 2016 est une année commémorative à laquelle la TICAD va s'organiser pour la premièrement fois en Afrique. J'espère que l'on ouvrira un nouveau chapitre des relations nippono-africain et algéro-japonaise à l'ocassion de la TICAD VI en août 2016. Je vous remercie pour votre attention.